Déclaration unitaire au CDEN du 20 novembre 2026

Les organisations syndicales FSU, SE-UNSA, FNEC FP FO, SUD éducation soutenues par la FCPE 34 déclarent :

Un CDEN de « bilan de rentrée » convoqué le 20 novembre est pour nous, représentant·es des personnels, une mascarade.

À cette date, la rentrée est depuis longtemps engagée : les difficultés réelles — moyens manquants, conditions de travail, accompagnement des élèves, situations de tension et décisions prises sans concertation — sont déjà connues de toutes et tous. Organiser un bilan aussi tardif revient à constater des problèmes après coup, sans permettre aux personnels, aux familles et aux élus de peser réellement sur les choix. Ce bilan de rentrée qui plus est, est fait depuis plus de deux mois au travers des mobilisations des lycéens, des étudiants, des personnels et des parents qui manifestent, font grève, organisent des blocus pour porter tout un ensemble de revendications légitimes pour l'avenir du système éducatif. revendiquer des postes, l'augmentation des salaires, l'abrogation de Parcoursup et des bâtiments rénovés. Le gouvernement s'obstine à ne pas vouloir répondre, Face à ces revendications légitimes, non seulement le gouvernement n'y répond pas mais il attise les tensions et organise une répression sans précédent.

Le report de cette instance au 4 décembre, en pleine période d'élections professionnelles, est également inacceptable ; convoquer le CDEN au lendemain de l'ouverture du scrutin, alors que les organisations syndicales sont pleinement mobilisées sur cette campagne, empêche toute participation sérieuse et responsable au débat.

Le Président de la République a par ailleurs indiqué qu'il fallait désormais attendre l'élection présidentielle pour acter les décisions importantes. Dans ces conditions, quelle est la portée réelle d'un CDEN convoqué aujourd'hui ? S'agit-il d'une instance de concertation, ou d'un simple rendez-vous de communication sans capacité à décider ni à répondre aux urgences du terrain Le département de l'Hérault a pourtant besoin de manière urgente pour ses écoles, ses collèges et ses lycées, d'un allègement urgent des effectifs par classe, des créations massives de postes d'enseignants, de personnels spécialisés, de personnels de remplacement, de personnels de vie scolaire, de personnels santé-social, d'AESH ou de personnels administratifs. Les écoles et établissements ont un besoin urgent d'un plan tout aussi massif de rénovation. L'État se doit d'initier ce plan massif d'investissements abonder massivement les dotations des collectivités territoriales pour que les conditions d'apprentissage des élèves et les conditions de travail des personnels soient à la hauteur d'un service public digne d'un grand pays développé.

Depuis septembre un mouvement social historique est porté par la jeunesse, nous le soutenons. Les lycéennes et lycéens expriment des préoccupations légitimes sur leur avenir, leurs conditions d'études et l'orientation de politiques publiques qui les concernent directement. Les organisations syndicales signataires appellent à l'écoute de leur parole, et au respect de leur droit à s'exprimer et à se mobiliser. Nous demandons à ce que des réponses concrètes et précises à la hauteur des revendications soit apportées maintenant.

Refusant que les instances servent à dissimuler l'absence de réponse, nous décidons de quitter ce CDEN.